

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Cour constitutionnelle pour la Transition : le processus de normalisation des institutions en marche

PEU après La démission de Marie-Madeleine Mborantsuo qui a incarné cette institution 32 ans durant, Le présent du CTRI a procédé le 6 septembre dernier au renouvellement de la Cour constitutionnelle. De l'ancienne configuration, il n'en reste plus que trois rescapés.

A.M
Libreville/Gabon

APRÈS trente deux ans de règne sans discontinuité, au point qu'une certaine opinion l'a surnommée la tour de Pise, Marie-Madeleine Mborantsuo a remis mardi dernier son tablier au président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguéma. Dans la foulée de cette démission, le président du CTRI a procédé au renouvellement de la Cour cette institution.

Des membres qui composaient cette institution, seuls trois ont échappé à la purge. Il s'agit des juges constitutionnels de la Ngounié (Fernandez Bignoumba), de l'Ogooué-Ivindo (Sostème Momboua) et de l'Ogooué-Maritime (Dolorès Agondjo). Les six autres



Le nouveau président de la Cour Constitutionnelle Dieudonné Aba'a Owono reçu par le président de la Transition.

membres sont des bleus. A la tête de cette nouvelle structure constitutionnelle se trouve Dieudonné Aba'a Owono, magistrat qui a longtemps occupé les fonctions de président de chambre au Conseil d'Etat. Un homme connu pour être à la fois

discret, taciturne mais rigoureux. Le genre dont on a besoin pour amorcer la transition dans des conditions les plus optimales possibles. Nombreux sont ceux qui espèrent que la Cour constitutionnelle gardienne des lois, ne sera plus cette

structure juridique que de nombreux compatriotes ont appelé la tour de Pise, d'autant que toutes ses décisions, même les plus iniques, penchaient trop souvent en faveur du pouvoir en place en dépit de l'existence de la batterie des textes qui l'encadraient.

La cour constituonnelle se compose ainsi qu'il suit :

Estuaire, Roger Patrice Nkoghé ; Haut-Ogooué : Bruno Lependa; Moyen-Ogooué, Hervé Tako Ven-

dakabano ; Ngounié, Christian Bignoumba Fernandez ; Nyanga, Eloges Moussavou Bouassa De Kery Nzambi ; Ogooué-Ivindo, Sostème Momboua ; Ogooué-Lolo, Marie Blanche Bendjé, epse Mbabiri ; Ogooué-Maritime, Mme Afrikita Dolorès Agondjo, epse Baniena ; Woleu-Ntem, Dieu-

Président de la Cour constitutionnelle : Dieudonné Aba'a Owono.

Ali Bongo Ondimba désormais libre de ses mouvements

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

ASSIGNÉ à résidence depuis le 30 août dernier à la suite de la prise de pouvoir par les Forces de défense et de sécurité (FDS), l'ancien président de la République, Ali Bongo Ondimba, est désormais libre de ses mouvements. L'information a été rendue officielle mercredi, dans un communiqué lu à la télévision nationale, par le Porte-parole du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le colonel Ulrich Manfoumbi Manfoumbi.

"Compte tenu de son état de santé, l'ancien président de la République, Ali Bongo, est libre de ses mouvements. Il peut, s'il le souhaite, se rendre à l'étranger afin d'effectuer ses contrôles médicaux", a précisé le CTRI. Cette annonce intervient après la rencontre de l'ex-numéro un gabonais avec le président centrafricain, Faustin-Archange Touadera, et le



Ali Bongo Ondimba, l'ex-président du Gabon, et le président centrafricain Faustin-Archange Touadera lors de leur rencontre.

représentant du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Abdou Abarry. Mais aussi des discussions qu'ils ont respectivement eues avec le président de la Transition le général Brice Clotaire Oligui N "Je viens de rendre visite au président Ali Bongo Ondimba pour me rendre compte de ses conditions de vie et de résidence. Je l'ai trouvé dans le même cadre qu'il occupait, en bonne santé. Le président m'a chargé d'exprimer

ses sentiments de reconnaissance au secrétaire général des Nations unies, au nom duquel je suis venu lui rendre cette visite. Et je suis convaincu que les mots qui sont sortis de la bouche d'Ali Bongo Ondimba sont des mots de renforcement de la cohésion sociale. Il a souhaité que la paix et la stabilité au Gabon puissent être préservées", a souligné Abdou Abarry. Tout ceci confirme la volonté du CTRI d'apaiser le climat politique dans notre pays.

Le PDG appelle les autorités de la Transition à poursuivre leur travail



Le secrétaire général adjoint 1 du PDG, Luc Oyoubi, lors de sa déclaration.

J.K.M
Libreville/Gabon

PLUS d'une semaine après la prise du pouvoir par le Comité pour la Transition et la restauration des institutions (CTRI), le Parti démocratique gabonais (PDG), par le truchement de son secrétaire général adjoint 1 en charge des Structures de base et des affaires juridiques, Luc Oyoubi, a pris hier acte, au cours d'une déclaration, " du changement de régime intervenu le 30 août dernier". Tout en remerciant le CTRI d'avoir "décidé, par un acte de grande sagesse et de respect de nos valeurs, de donner toute sa liberté à l'ancien chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, par ailleurs Distingué camarade président (DCP) du PDG".

Une déclaration rendue publique au siège de cette formation politique en présence, entre autres, des membres du Comité permanent du bureau politique, Alain-Claude Bilie-By-Nze, Denise Mekam'ne

Edzidzie-Taty, Blaise Louembe, Camélia Ntoutoume-Leclercq, du président du Conseil consultatif des sages, André-Dieudonné Berre.

En tout état de cause, l'orateur a exprimé la volonté de l'ancien parti au pouvoir d'entretenir aux côtés des autorités de Transition et des populations un climat de paix, de sérénité. D'où, a-t-il indiqué, " le PDG soutiendra toutes les initiatives engagées par le CTRI visant à répondre aux préoccupations, besoins et attentes des populations gabonaises". Non sans avoir invité les nouvelles autorités à s'inscrire définitivement dans le cadre des valeurs fondamentales de la société gabonaise et à poursuivre leur travail pour un Gabon paisible, uni et prospère.

Tout en les félicitant au passage d'avoir fait preuve, lors de leur prise du pouvoir, "d'une maîtrise absolue de la situation en évitant à notre beau pays le Gabon, une douloureuse et sanglante épreuve aux conséquences incalculables".